

Palestine

Yara

La Gauche unie

Osez la Paix

Tribune pour un projet

Un programme pour l'Europe

P.2

P.4

P.7

ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2024

LE 9 JUIN



REPRENONS LA MAIN

EN FRANCE
ET EN EUROPE

LÉON DEFFONTAINES



Édito :

Les élections européennes du 9 juin prochain se dérouleront alors que nos concitoyennes et concitoyens sont assaillis de très graves préoccupations. **Ils sont loin d'être résignés à ce qu'on leur présente comme des fatalités. Ils ne veulent ni d'une France rabougrie par un désastre social, ni d'une Europe devenue une machine à broyer les droits et protections du plus grand nombre du fait de traités cherchant à satisfaire les seuls desseins du capital.** Ils l'ont montré en se levant en masse contre le passage à 64 ans de l'âge du départ à la retraite, pour l'augmentation des salaires, pour défendre leurs services publics. Ils se sont retrouvés unis dans le soutien aux agriculteurs, dans les nombreux combats contre les fermetures d'entreprises et pour l'emploi, dans les résistances à l'autoritarisme grandissant du pouvoir en place.

Leur voix n'a pas été entendue car, sous cette Ve République présidentialisée, comme dans une Union européenne qui s'est construite **en piétinant la volonté des citoyennes et des citoyens** — à l'image du référendum de 2005 en France, dont le « non » a été cyniquement bafoué, la démocratie est étouffée. Ils et elles ne doivent pas, de nouveau, être ignorés, méprisés. Notre liste vous ressemble. Elle réunit des femmes et des hommes qui, comme vous, ne vivent pas de la distribution de dividendes mirobolants, mais de leur travail.

Ce sont des salariés, des agricultrices, agriculteurs, des entrepreneuses, entrepreneurs, des

jeunes, des acteurs culturels. Ils sont engagés dans le syndicalisme ou dans le monde associatif. Ce sont des élus, quotidiennement à votre service dans ces communes et ces départements qui font la richesse de la France et la force de notre République. **Ils défendent les principes universalistes et laïques de la République et combattront sans relâche toute forme d'antisémitisme et de racisme.**

Notre liste est aussi celle qui rassemble plusieurs formations politiques : le Parti communiste français, la Gauche républicaine et socialiste, l'Engagement, les Radicaux de gauche. Elle est donc une liste qui unit la gauche, et dont les élus, au Parlement européen, s'opposeront avec la plus grande détermination aux projets des macronistes, de la droite et de l'extrême droite.

Les propositions que nous vous présentons expriment notre commune volonté de reprendre la main, en France comme **en Europe, afin que ce soit la majorité, et non une infime minorité, obsédée par son enrichissement égoïste, qui décide enfin de l'avenir.**

En nous soutenant, vous serez certains que votre voix ne sera ni perdue ni oubliée. Cette élection se faisant à la proportionnelle, personne ne pourra vous refaire le coup du « vote utile ». **En nous soutenant, vous voterez pour vous.**

Léon Deffontaines
extrait de la présentation du programme



Sénégal

Une rupture souverainiste qui doit faire ses preuves

Avec 54,28 % des suffrages dès le premier tour de l'élection présidentielle, Bassirou Diomaye Faye est devenu, à 44 ans, le plus jeune président de l'histoire du Sénégal. Le candidat du parti des Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef) remporte l'élection présidentielle sur fond d'injustice sociale. Le programme du Pastef s'oriente principalement sur la transparence et la lutte contre la corruption, ainsi que sur le pouvoir d'achat.

Cependant les nominations du gouvernement et des postes de direction des sociétés publiques sèment déjà le trouble sur l'ap-

plication réelle des promesses électorales, nommant le chef de la sécurité de Sonko à la tête du port autonome de Dakar, un candidat à la présidentielle et soutien du Pastef en directeur de Sénélec, entreprise nationale de l'électricité et un journaliste proche du pouvoir à la direction de la Radio-télévision sénégalaise.

Le sujet de la féminisation a également vu naître des critiques au sein même du parti présidentiel : **sur 25 ministres seulement 4 femmes. Le constat est identique sur les hautes fonctions étatiques où les femmes ne sont présentes qu'à 18 %...**

Poutine en Chine

Une relation très intéressée



Le président russe Vladimir Poutine a choisi la Chine comme destination pour son premier déplacement à l'étranger depuis le début de son cinquième mandat. Ce choix ne doit rien au hasard puisque, sous prétexte de célébrer 75 ans de relations diplomatiques, la volonté est clairement affirmée de montrer au monde la solidité du lien qui unit les deux pays.

Ce lien est notamment visible dans le domaine économique, avec un partenariat qui s'est renforcé depuis les débuts de la guerre en Ukraine : les Chinois achètent massivement aux Russes les hydrocarbures dont les Européens ne veulent plus et leur vendent voitures, téléphones mobiles, batteries électriques et autres produits à forte valeur ajoutée. **La Chine est maintenant devenue le premier partenaire commercial de la Russie, remplaçant ainsi l'Union européenne.**

Ce partenariat concerne aussi le plan militaire et même si, officiellement, la Chine ne livre pas d'armes à la Russie, elle fournit des machines-outils nécessaires à leur fabrication, des pièces détachées pour les chasseurs bombardiers, des semi-conducteurs à usage militaire ou encore transmet des informations satellitaires utiles au champ de bataille.

Malgré leurs divergences, Vladimir Poutine et Xi Jinping se retrouvent, au-delà de leur autoritarisme, dans une même volonté de lutter contre l'hégémonie occidentale, notamment étasunienne et de proposer un modèle alternatif aux pays du sud. Le prochain sommet des Brics – Brésil, Russie, Inde, Chine et l'Afrique du Sud et depuis cette année Égypte, Éthiopie, Iran, Arabie saoudite et Émirats arabes – sera d'ailleurs accueilli à Kazan, ville russe. Il devrait y être question, entre autres choses, de « dédollariser » les échanges commerciaux...



Pour la paix, osez l'État de Palestine !

Le massacre continue à Rafah

Les bombes tombent sur Rafah et nous disons toujours halte aux massacres, stop aux destructions et à la tuerie. La seule décision de suspendre les approvisionnements en armes américaines à Israël - dont les stocks seraient de trois à dix jours - pourrait être un moyen de contraindre Benyamin Netanyau d'arrêter le carnage à Gaza.

Pour construire une issue positive et pacifique à ce conflit, il faut créer l'État palestinien et le reconnaître, c'est la clef d'une paix durable. **Il faut libérer de l'enfermement Marwan Bargouthi qui représente cette construction laïque et progressiste.**

Cette position ne signifiera jamais un soutien aux actes terroristes du Hamas, terrorisme qui sert de justification systématique au pouvoir israélien dans la destruction de populations civiles palestiniennes.

L'État d'Israël doit vivre et l'État de Palestine doit naître pour conjurer les haines. **À l'Onu, plus de 140 pays reconnaissent ce droit à l'autodétermination des Palestiniens et récemment l'Espagne, la Norvège et l'Irlande s'y sont joints.** Un trio européen significatif qui devrait servir d'exemple à la France et à l'Union Européenne.

La décision que vient de prendre Karim Khan (photo), le procureur de la Cour Pénale Internationale (CPI), de délivrer des mandats d'arrêt contre le chef du gouvernement israélien Benyamin Netanyau et son ministre de la défense Yoav Gallant ainsi que trois dirigeants palestiniens du Hamas est historique. La simultanéité de la décision ne saurait servir de détournement des responsabilités israéliennes pour l'accusation de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

Dans le monde, en France et aussi en Israël, que ce soit dans la rue, dans les universités, sur les campus, des voix se font entendre malgré les tentatives de discréditer ces oppositions.

Alors que les positions s'expriment clairement en faveur d'un cessez-le-feu, d'une solution pacifique à deux états et d'une justice fondée et légitime, les tentatives du gouvernement d'extrême droite israélien pour étouffer toute critique se révèlent être un obstacle à la marche vers la Paix.

Rafah ne croit pas aux larmes mais pleure ses enfants et les bellicistes vendent des armes !

Géorgie

Des centaines de milliers de manifestants contre la « loi russe »

Alors que la population des 27 pays de l'Union européenne s'apprête à élire les prochains eurodéputés sans faire preuve d'un enthousiasme débordant, un nombre important de Géorgiens est en train de manifester, drapeaux géorgiens et européens mêlés. Leur europhilie contraste singulièrement avec la relative atonie que nous connaissons dans le cadre de cette campagne électorale.

Depuis plusieurs semaines, des centaines de milliers de Géorgiennes et de Géorgiens, de tous milieux et avec une forte proportion de jeunes, descendent dans la rue pour s'opposer au projet de loi sur « l'influence étrangère ».

Cette loi exige que toute ONG ou organisation médiatique recevant plus de 20 % de son financement de l'étranger s'enregistre en tant qu'« organisation poursuivant les intérêts d'une puissance étrangère » et se soumette à un contrôle administratif. D'après le gouvernement, cette mesure doit permettre plus de transparence. **Pour les opposants, le texte de la loi est directement inspiré de la législation russe – ils parlent de « loi russe » – et n'a pas d'autre objet que de réprimer**

les voix dissidentes, de réduire au silence la société civile et les médias. Le 14 mai, la loi a été adoptée par 84 voix « pour » et 30 voix « contre », ce qui n'a fait que renforcer la mobilisation - à ce jour, une trentaine d'universités sont en grève à travers le pays. Cependant, le mouvement est composite et tous les manifestants n'ont pas les mêmes objectifs. Parmi les opposants à la « loi russe », tout le monde ne porte pas des regards enamorés en direction d'une Europe vite donneuse de leçons. La cause géorgienne est pour nombre d'entre eux prioritaire, qui refusent d'admettre l'occupation de 20 % du territoire par les troupes russes depuis 2008.

Pour l'instant, le parti au pouvoir depuis douze ans, « Rêve géorgien », fondé par le milliardaire Bidzina Ivanichvili, est resté sourd face aux manifestations et aux condamnations internationales, notamment en ce qui concerne l'emprisonnement de l'ancien président Mikheil Saakashvili.

Le mouvement arrivera-t-il à se maintenir jusqu'aux législatives prochaines, prévues en octobre ?



Nouvelle Calédonie

Un déplacement présidentiel pour imposer l'ordre colonial !

Avec le déplacement du chef de l'État, beaucoup avaient espéré la fin de la crise brutale que connaît la Nouvelle Calédonie. **Emmanuel Macron, responsable de la situation, sensé apaiser le conflit, a choisi de jeter de l'huile sur le feu** en proposant un référendum national pour faire approuver le projet de réforme constitutionnelle visant à dégelier le corps électoral dans le territoire.

Ce dégel du corps électoral est contraire au processus de décolonisation et les Kanaks, légitimement, refusent ce diktat de l'État. En effet, **depuis les accords de Matignon en 1988, puis de Nouméa en 1998, la paix civile était respectée par l'ensemble des parties**, par les Kanaks, les Caldoches (colons), les élus locaux, par les gouvernements français et les présidents de la République successifs. Il s'agissait de reconnaître la décolonisation du « Caillou », conformément aux résolutions de l'Onu. C'est parce que le droit international reconnaît la colonisation avérée du territoire que la France avait gelé le corps électoral en Nouvelle-Calédonie.

Depuis, l'archipel organise en son sein deux types de citoyennetés : une citoyenneté nationale pour tous et une citoyenneté calédonienne réservée aux Kanaks et à celles et ceux qui y vivent depuis au moins 1998 et les accords de Nouméa.

Aujourd'hui, au prétexte des résultats des référendums sur l'indépendance de la Nouvelle Calédonie : celui de 1987 boycotté par les indépendantistes, celui de 2018 qui donna la victoire au « non » à 56 % et celui de 2020, en plein covid 19, pour lesquels les Kanaks ne se sont pas dépla-



cés (au moment des deuils les Kanaks ne votent pas), **les partisans du passage en force (gouvernement, droite et extrême droite, colons), favorables à la réforme constitutionnelle, réclament le respect de la démocratie alors qu'il s'agit là d'une injonction d'un pays colonial vis-à-vis d'un peuple reconnu par l'Onu.**

Pourtant, Emmanuel Macron montre les muscles et l'arrivée des renforts de gendarmerie, qui porte à 3500 le nombre des éléments des forces de l'ordre présentes sur place, a pour objectif d'imposer l'ordre colonial et de poursuivre l'exploitation des mines de nickel.

Après plusieurs semaines de tensions et d'émeutes qui ont causé la mort de sept personnes, l'archipel doit pourtant panser ses plaies. Il

faut reconstruire les logements, les édifices publics et le tissu économique, organiser la distribution alimentaire pour éviter des émeutes de la faim, réapprovisionner les centres de santé en médicaments... La démonstration de force mise en œuvre par l'État français risque d'envenimer la situation et d'empêcher le retour de la paix civile.

C'est par la voie politique que le conflit prendra fin et **il est impératif d'écouter les revendications du peuple kanak, de reprendre les négociations, de renoncer à la réforme constitutionnelle** sur le dégel du corps électoral calédonien, de mettre un terme à l'état d'urgence et d'engager des politiques économiques et sociales pour éradiquer les injustices entre Kanaks et Caldoches.

Projet sur la fin de vie

L'aide à mourir doit rester un choix



Le projet de loi sur la fin de vie est arrivé à l'Assemblée nationale le 27 mai dernier, soit presque deux ans après que le « Comité consultatif national d'éthique » a rendu son avis et plus d'un an après la fin de la « Convention citoyenne pour la fin de vie ». Il aura donc fallu du temps pour rédiger ces 21 articles, mais c'est tout de même moins que le temps nécessaire pour rédiger les décrets d'application de la loi de 2016 sur les mêmes sujets, qui ne sont pour certains toujours pas parus.

La décision concernant la fin de vie est une aspiration légitime aujourd'hui pour ceux atteints d'une maladie incurable et pour leurs proches, qui doivent faire face à des souffrances parfois insupportables en attendant une mort libératrice. **Après de nombreux attermolements, le gouvernement se tourne enfin vers les parlementaires, et l'enjeu pour l'Assemblée nationale est maintenant de proposer un texte où le choix de l'aide à mourir est clair.**

Cependant, ce n'est pas si simple lorsqu'on regarde les chiffres. Ainsi, sur les 300 000 personnes qui auraient besoin chaque année de soins palliatifs, seule la moitié y aurait vraiment

accès. **Avec un système de santé à bout de souffle, une pénurie de médecins, d'infirmières et des fermetures de lits voire de services entiers, certains parlementaires craignent que l'accompagnement des malades en fin de vie ne soit pas à la hauteur du choix** qui doit leur être proposé.

Une loi dans un système de santé de plus en plus libéral pourrait entraîner des dérives très éloignées de la liberté de choix que devrait représenter ce nouveau progrès pour les citoyens.

Les députés communistes proposent déjà depuis plusieurs mois que l'accompagnement vers la mort reste en dehors du marché, dans le cadre du service public, avec des professionnels de santé uniquement soucieux de l'intérêt des malades.

Cette condition contribuerait à empêcher que le débat sur la fin de vie ne soit confisqué par les forces réactionnaires ou intégristes qui sont déjà très actives pour empêcher cette liberté de choix.

Congé de naissance

Autoritarisme en marche...



En parlant de « réarmement démographique », Emmanuel Macron s'attaque au sujet de la natalité avec un discours autoritaire. La baisse de la natalité est un enjeu national légitime mais qui peut s'expliquer par de nombreux faits sociétaux, dont l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, l'égalité salariale Femmes-Hommes, les difficultés de garde pour la petite enfance ou bien même l'anxiété relative aux crises à répétition du système économique.

Avec la volonté de créer un nouveau congé de naissance « mieux rémunéré » et plus court, le Président de la république ne semble pas prendre en compte les problématiques auxquelles sont confrontés les jeunes parents. Depuis la réforme des congés maternité/paternité de Najat Vallaud-Belkacem en 2014, avec une réduction de l'indemnisation et de la durée des congés parentaux, le nombre de bénéficiaires est passé de 500 000 en 2014 à 220 000 en 2022. **Près de 95 % des congés parentaux sont pris par la mère, une statistique qui ramène forcément à l'inégalité salariale entre hommes et femmes, qui privilégie la continuité de travail du conjoint ayant le revenu le plus élevé.**

Un congé qui voit sa durée réduite à nouveau. Comme en 2014 la nouvelle forme du congé de naissance se veut toujours plus courte en durée alors que les places en crèche sont de plus en plus difficiles à trouver. **En 2021, 56 % des enfants de moins de trois ans étaient gardés par leurs parents et pour 20 % d'entre eux cette situation n'est pas volontaire mais en raison de l'insuffisance des solutions de garde.** Pour l'aspect vie professionnelle, la sortie complète de l'emploi peut être facteur de risque quant au retour à l'activité ou encore au fragile équilibre financier de parents qui, travaillant déjà à temps partiel, ne leur permettrait pas d'obtenir une meilleure indemnisation.

De par son retour au vocabulaire martial, en plus de l'ingérence dans la sphère privée que cela implique, le chef de l'État nourrit une nouvelle fois les réflexions infâmes de l'extrême-droite.

L'actualité dans le département

10 ans de gouvernance de gauche

Patrice Bessac, le maire PCF de Montreuil, était invité par Johanna Rolland pour une rencontre publique le 23 mai avec son homologue grenoblois, l'écologiste Éric Piolle. Ils ont évoqué les grands défis de demain, devant un public de 300 personnes aux Salons Mauduit de Nantes. Malgré le constat partagé d'une démocratie malade, Patrice Bessac portait un discours encourageant, estimant que « l'espace communal, c'est un lieu où on peut construire et partager un récit commun ».



Réunion-débat aux Sorinières (photo)

Dans le cadre des élections européennes du 9 juin prochain, une réunion-débat a été organisée par la section Loire et Sèvre du PCF, abordant les thématiques des salaires, des services publics, de l'industrie et de l'agriculture. Intervenient Robin Salecroix, vice-président de Nantes Métropole chargé de l'eau et l'assainissement, secrétaire fédéral du PCF, Jean-Noël Le Bossé, agriculteur et syndicaliste paysan et Magali Viot, Engie, terminal Montoir-de-Bretagne.

Rectification

L'Union locale CGT de Saint-Herblain nous a fait part de son regret de ne pas avoir vu mentionné son défilé du 1er mai dans notre dernier numéro. Effectivement, leur manifestation méritait d'être signalée, qui a rassemblé 300 personnes, ainsi que celle de Clisson 80. Merci aux camarades cégétistes de leur lecture attentive.

Journée nationale de la Résistance

La Journée de la Résistance a rassemblé à Nantes, Indre, Châteaubriant, Saint-Nazaire ou encore Trignac les membres d'un certain nombre d'associations œuvrant à la mémoire des résistants. Étaient entre autres représentées l'Arac (Association républicaine des combattants pour l'amitié, la solidarité, la mémoire, l'antifascisme et la paix), le Comité du Souvenir Résistance 44, l'Association Buchenwald Dora... Cette année, la journée faisait directement écho à la panthéonisation des Manouchian.

Une tribune pour Yara à Montoir de Bretagne

Le projet progressiste des salariés



Yara a réussi au moins un exploit ici à Montoir, c'est de se mettre à dos quasiment tout le monde. Depuis dix ans maintenant, la DREAL, la préfecture, les élus locaux, les syndicats et les associations environnementales empessent Yara de respecter les normes environnementales sur le site de production d'engrais situé sur le port de Saint-Nazaire.

Malgré les alertes d'un côté, les aides publiques de l'autre, la direction du groupe joue le bras de fer permanent pour continuer à produire coûte que coûte, en dépit des règles environnementales, mais surtout au détriment des salarié.es et sous-traitants du site ainsi que des riverains organisés depuis en associations.

La pression face à ce mépris monte d'un cran supplémentaire à la rentrée 2023 avec des manifestations appelant à la fermeture administrative de Yara. La réponse de Yara ne s'est pas faite attendre, le 30 novembre, la direction annonce un PSE concernant 139 personnes sur les 172 employé.es actuellement sur le site et sa volonté de transformer le site en simple plateforme d'approvisionnement.

Les salarié.es sont écoeurés mais à peine surpris de l'attitude du groupe. Après des années, tenus en étau entre une direction menaçante et une pression extérieure stigmatisante, c'est la honte pour beaucoup d'être assimilés à cette image, mais c'est aussi et avant tout leur gagne-pain quotidien. Face à cette situation, les élue.es du CSE avec le soutien des salarié.es se retroussent les manches, relèvent la tête et travaillent à un projet à partir de leurs connaissances de l'outil de travail, des besoins de leurs clients (agriculteurs) et du respect de leur santé et de l'environnement. C'est cette démarche, c'est ce projet que nous soutenons, pour l'emploi et la santé des salarié.es, pour la souveraineté alimentaire, pour l'environnement.

Rappelons en premier lieu que Yara est une multinationale à la santé financière solide (près de 8 Milliards de dollars de bénéfices sur quatre ans), détenue à plus de 40 % par l'État norvégien et les fonds de pension de son gouvernement. Numéro 1 mondial de l'engrais, Yara fait la pluie et le beau temps sur le secteur. La situation d'aujourd'hui est ubuesque, Yara est prêt à mettre 80 millions d'euros sur la table pour transformer un site de production en dépôt.

De leur côté, les salariés, pour un même investissement, modernisent l'outil, res-

pectent les normes environnementales à la production et orientent les produits vers l'engrais décarboné de la production au champ.

Tu casses tu ré pares... tu pollues tu nettoies... Alors que la fermeté, la loyauté, le patriotisme semblent animer le gouvernement, sur le terrain impossible pour les syndicats de rencontrer un ministre (Industrie, Finances...), tout au mieux des hauts fonctionnaires chargés des restructurations. Le gouvernement doit recevoir sans délai ses élus du personnel, responsables, lucides et dévoués pour la préservation de leurs emplois mais surtout pour le respect des normes de production et le respect de toute la chaîne de production de notre nourriture.

Quand le motif économique du PSE est douteux, le politique doit intervenir et demander des comptes précis, doit appréhender la stratégie court-termiste de Yara, y voir le virage amorcé vers la production d'ammoniac privilégiée en Amérique du Nord. Comment Yara justifie la baisse des ventes des engrais complexes après en avoir fait tripler le prix de vente sur le dos de l'instabilité internationale et européenne ? Comment les pouvoirs publics peuvent expliquer que dans le même temps les importations d'engrais simples produits en Russie ont presque doublé malgré les sanctions économiques ? La souveraineté alimentaire, qui fait consensus dans tous les discours se heurte à des réalités bien plus tenaces puisque 80 % de l'engrais est importé aujourd'hui et on accepterait de fermer encore des sites industriels.

L'urgence est à l'écoute des salariés concernés qui n'ont comme seule boussole l'intérêt général, la protection de la santé et de l'environnement. Ce sont des lanceurs d'alerte qu'il faut entendre après des années réduites au silence. Ils ont aujourd'hui un projet qui respecte leur dignité, leur santé au travail, les normes environnementales, la souveraineté alimentaire, quel risque prend-on à soutenir cette démarche ?

Nous appelons évidemment l'industriel et le gouvernement à prendre leurs responsabilités. Nous rappelons notre soutien indéfectible aux salariés et à leur projet et invitons les forces progressistes et environnementales à se saisir des enjeux et élargir le champ des possibles pour pousser à la réflexion et à l'action.

Les signataires :

Robin Salecroix, Secrétaire départemental du PCF, Vice-Président de Nantes Métropole,
Véronique Mahé, Conseillère régionale PCF,
Cédric Turcas, Conseiller municipal de St Nazaire PCF,
Aymeric Seassau, Responsable national du PCF en charge de l'industrie,

Marie-Christine Delahaie, Conseillère municipale de Montoir de Bretagne PCF,
Alain Desmars, Conseiller municipal de Trignac,
Malorie Pennanec'h, Conseillère municipale de Montoir de Bretagne,
Yannick Joly, Syndicaliste ports et docks du GPMNSN,
David Dousset, Syndicaliste ports et docks du GPMNSN,

Valérie Villemaine, Syndicaliste ports et docks du GPMNSN,
Yvon Renevot, Conseiller municipal de St Nazaire PCF,
Damien Girard, Syndicaliste St Nazaire,
Philippe Nicolas, Syndicaliste Yara,
Mathieu Lacroix, Syndicaliste Yara,
Sébastien Fulgheri, Syndicaliste Yara

Saunier Duval

Un atout industriel en difficulté

C'est un nouveau coup dur pour l'industrie du département. Saunier Duval, fabricant de chaudières à gaz et de pompes à chaleur électriques, basé à Nantes, annonce la suppression de près de 50 postes de travail sur les 900 que compte l'entreprise. Après la mise en liquidation judiciaire de Systovi, producteur de panneaux photovoltaïques français installé à Carquefou qui emploie 87 salariés, devenues victimes de la concurrence chinoise et du libre-échange, c'est maintenant une autre industrie d'avenir qui est en difficulté.

Filiale du groupe Vaillant, un des leaders mondiaux du secteur qui compte dans ses rangs 17 500 personnes et qui réalise un chiffre d'affaires de 4 milliards d'euros, Saunier Duval a depuis longtemps parié sur le marché de la pompe à chaleur. Un mode de chauffage électrique efficace, auparavant moins cher dans la durée que d'autres types de chauffage - avant la flambée des prix de l'énergie - et moins émetteur de CO2.

Sur le site nantais, 30 millions d'euros ont été investis depuis 2016 dans ce mode de chauffage d'avenir. Une filière qui s'est beaucoup développée pendant plusieurs années mais qui aujourd'hui est confrontée à une baisse d'activité liée à la situation économique globale. En cause, la chute de la construction immobilière depuis deux ans, l'augmentation du



prix de l'électricité et la complexité des demandes d'aides d'État, par les particuliers, pour l'achat de cet équipement. Avec ce ralentissement, la direction avait recours au chômage partiel depuis le mois d'octobre 2023. Aujourd'hui, l'annonce du plan social était attendue mais tout à fait évitable. D'abord parce que l'activité de la construction reprend peu à peu et va nécessiter la production accrue de pompes à chaleur. Ensuite parce que l'État peut intervenir, simplifier l'accès aux aides publiques et ainsi soutenir concrètement la filière. Enfin, parce que le groupe Vaillant est solide.

La question de la transition énergétique est un thème central de la campagne des élections européennes. Et l'Europe capitaliste prônée par la droite, l'extrême droite et même par la social-démocratie refuse en réalité, par choix idéologique, de se donner les moyens de réellement défendre et de développer ses industries, ses filières d'avenir, de protéger l'emploi. La concurrence déloyale des panneaux photovoltaïques chinois où les prix élevés de l'électricité fixés par le marché européen sont deux conséquences concrètes subies par les entreprises, mais aussi par les travailleurs français et européens. Bien heureusement pour le débat politique, Léon Deffontaines, tête de la liste « Gauche unie pour le monde du travail » continue de défendre les relocalisations industrielles, la production française et européenne, un protectionnisme industriel, social, écologique, et de raison.

Interview de Rémy Barreteau

Retraité de l'Éducation nationale



Avec la crise du pouvoir d'achat, la réévaluation des pensions de retraites a-t-elle été suffisante ?

Le pouvoir d'achat des retraités a été érodé par l'inflation galopante et ce sont évidemment les retraités dont les pensions sont les plus basses qui sont les plus touchés.

Certes, nos pensions ont augmenté de 5,3 % en janvier 2024 mais le compte n'y est pas puisque notre pouvoir d'achat a diminué de 9 % entre 2017 et 2023. Il est donc urgent de revaloriser les pensions et de les indexer sur le taux de l'inflation.

Quelles sont aujourd'hui les principales revendications des retraités ?

Les retraités assurent de nombreuses responsabilités publiques, ils demandent à être reconnus comme citoyens à part entière. La création d'un ministère des retraités serait un moyen de les rendre plus visibles.

Pour permettre aux retraités de vivre plus dignement il faudrait créer ou améliorer des structures d'accompagnement et non se décharger sur le secteur privé ou caritatif. Le secteur médical doit être restauré et les dépassements d'honoraire supprimés pour permettre à tous les retraités de se soigner.

À quelques jours de l'élection européenne, que peut dire un retraité sur le cap pris par la construction de l'Union européenne ?

Je n'attends rien de l'Europe libérale qui ne protège ni les salariés ni les retraités.

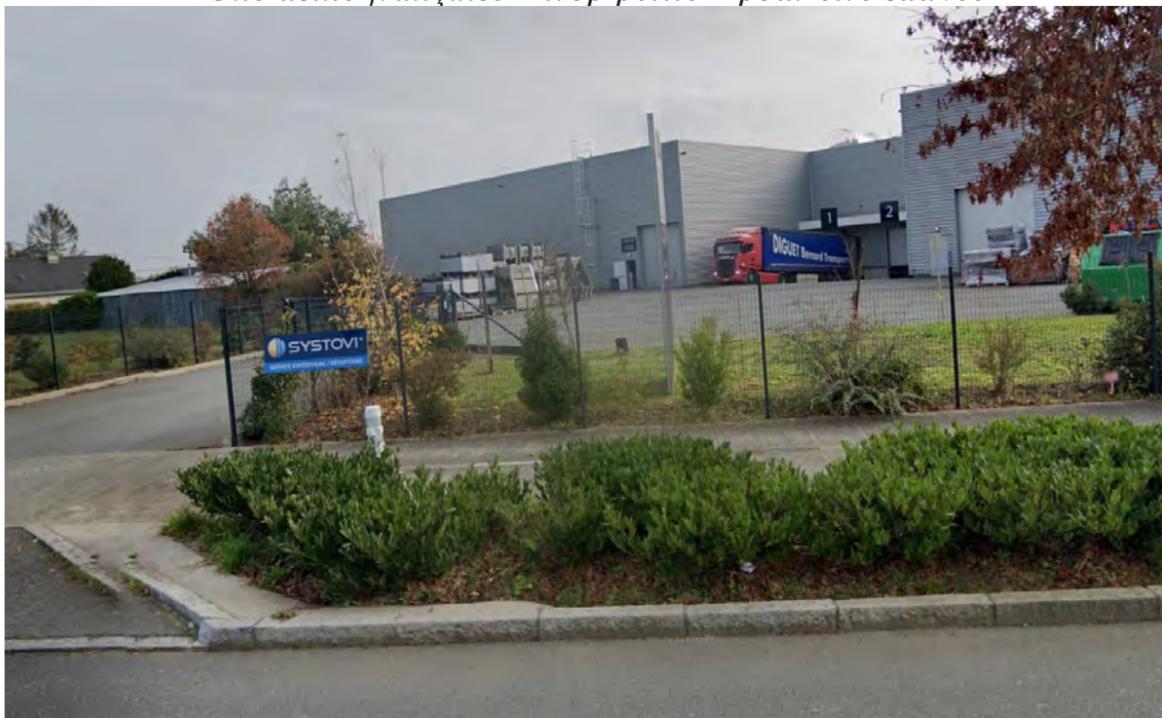
Pourtant l'Europe défend le droit à la retraite mais son prisme pour les réformes à engager reste essentiellement budgétaire. Il faut donc sortir du dogme « vivre plus longtemps = travailler plus longtemps » et pour cela il ne faut pas compter sur la droite ou l'extrême droite mais envoyer au Parlement européen une majorité d'élus de gauche et en particulier des communistes.

Systovi, site de production de panneaux solaires à Carquefou

Une usine française « trop petite » pour être sauvée

Bien que le gouvernement ait annoncé en avril son intention de renforcer grandement le secteur de l'industrie solaire, Systovi, l'une des rares usines françaises de production de panneaux photovoltaïques, a été placée en liquidation judiciaire. Cette entreprise implantée à Carquefou et créée en 2008 assemblait jusqu'alors des panneaux solaires à partir de cellules de silicium chinoises et d'autres composants produits en Europe.

Côté gouvernement, on estime que l'entreprise Systovi n'avait pas les épaules pour survivre au marché de ce type d'industrie, les projets supposés fournir 40 % de la demande française portent donc sur des gigafactories qui devraient voir le jour d'ici 2025.



En parallèle, l'année prochaine une usine ouvrira à Hambach en Moselle pour un investissement estimé à 710 millions d'euros. L'usine sera détenue par Holosolis, détenue elle-même par le fond d'investissements hollandais EIT InnoEnergy, le groupe immobilier IDEC, fournisseur d'énergie solaire TSE et également détenue par le groupe nantais Armor qui a rejoint l'actionnariat récemment. Ce site produira environ dix millions de panneaux photovoltaïques par an. En comparaison le site Systovi de Carquefou en produisait 200 000 chaque année.

Une seconde gigafactory devrait s'installer à Fos-sur-Mer dans la zone du Grand Port maritime de Marseille. Étendu sur près de 60 hectares, le projet sous la houlette de Carbon représente un investissement estimé à 1,5 milliard d'euros.

Ce secteur industriel connaît une écrasante domination chinoise, qui représente plus de 90 % des ventes en France. L'industrie chinoise produit à la fois les panneaux photovoltaïques intégralement mais surtout les cellules nécessaires à leur fabrication. Une concurrence qui se répercute sur les prix directement, les panneaux produits en France étant quatre fois plus chers. L'heure est donc au licenciement économique pour les 87 salariés de Systovi.

Un milliard d'euros. L'entreprise nouvellement créée a pour objectif de fabriquer 22 millions de mètres carrés de panneaux photovoltaïques, des plaquettes de silicium et des modules pour toitures, sols et fermes agrivoltaïques. Des investissements conséquents qui vont dans le sens d'une production européenne mais qui ne sécurisent pas pour autant la souveraineté industrielle française.



Audiovisuel public

Grève contre le projet de fusion

En arrivant au Ministère de la Culture, Rachida Dati a donné l'impulsion à un projet de rapprochement des médias publics, réforme qu'Emmanuel Macron évoquait déjà en 2017 et que le Sénat a votée en 2023. Largement remaniée en commission, les députés s'appêtent à l'examiner.

En l'occurrence, il s'agirait de fusionner France Télévisions (France 2, France 3 et ses antennes régionales, France 4 et France 5, la chaîne d'information Franceinfo et son site internet...), Radio France (France Inter, Franceinfo, France Culture, France Musique, FIP et Mouv', le réseau local France Bleu...), France Médias Monde (France 24, RFI et la radio en arabe Monte Carlo Doualiya) et l'Institut national de l'audiovisuel (INA). TV5 Monde et Arte ne sont pas concernées, puisqu'elles bénéficient d'un statut international.

Au départ présenté comme constitutives d'une holding, France Média, ayant pour objectif de « définir les orientations stratégiques » et de « veiller à la cohérence et à la complémentarité de leurs offres de programmes », les médias concernées seraient en fait dès janvier 2026 fusionnées en une structure géante avec un budget de 4 milliards d'euros pour 16 000 salariés et un PDG nommé pour cinq ans par l'autorité de régulation de l'audiovisuel. Il s'agirait, selon le gouvernement, de se regrouper pour être plus fort face aux réseaux sociaux, aux médias privées ou aux plateformes comme Netflix. Comme on pouvait s'y attendre, une partie de la droite et l'extrême droite y voient l'opportunité de réaliser des économies d'échelle et peut-être de museler une certaine indépendance d'esprit difficile à percevoir dans les médias détenus par les milliardaires.

Franchement hostiles à ce projet de regroupement – vu comme « un retour de l'ORTF », convaincues de voir disparaître ce qui faisait la spécificité de chaque média, les organisations syndicales ont mené une grève très suivie les 23 et 24 mai, jours prévus pour l'examen du projet à l'Assemblée nationale, examen finalement reporté en juin...

Pierrick Sorin fait bonne(s) figure(s)

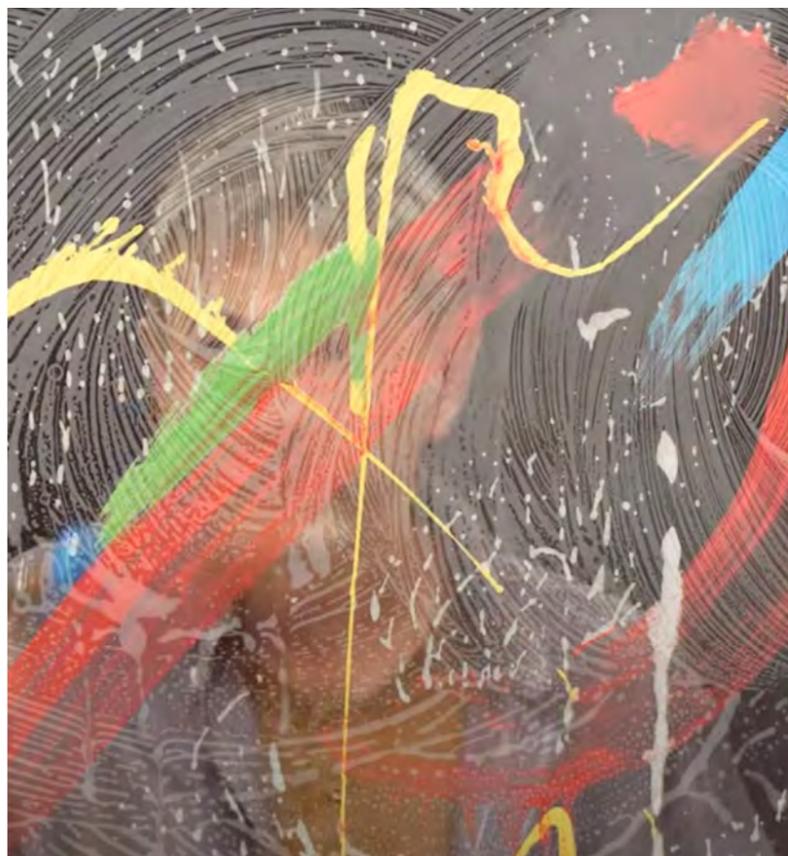
Au Musée d'arts de Nantes

Il y a autant d'entrées possibles dans le travail de Pierrick Sorin que de regards et d'âges. À celle, précisément, du patio du Musée d'arts, un triptyque sur écran de verre. Spray, mousse et raclette : poignet souple, regard concentré, l'artiste dessine face à nous des arabesques sur la largeur des trois panneaux géants. Va et vient. Arrête. Efface tout. Essaie autre chose. Et recommence. L'irruption de la couleur est un régal. Après tout, laveur de carreaux et peintre ont en commun l'art du geste et le sens de la lumière. *Peindre et nettoyer ou la volonté à l'œuvre* – titre de la vidéo et une des trois œuvres créées pour l'occasion, est une belle intro à la rétrospective, intitulée *Faire bonne(s) figure(s)*.

Vidéaste, metteur en scène d'opéra et tutti quanti, l'artiste joue de toutes les techniques visuelles. Avec une prédilection pour l'hologramme. On retrouve un petit Sorin gauche à la Monsieur Hulot - « Je suis un inadapté » dit-il quelque part - en 3D animée, seul ou démultiplié, dans des maisons de poupée, des décors à la Jules Verne, voire dans un aquarium au milieu de poissons. Les saynètes naviguent entre fragilité et précision obsessionnelle, poésie et autodérision. Il y a aussi ses films d'étudiant, projetés sur un mur. Dans l'un, il chante avec application en playback sur une voix d'enfant (la sienne). Art de l'enfance, enfance de l'art et trompe-l'œil à tous les étages.

Entre une bûche de pain et une douche froide, on est devant une porte fermée et un œilleton. À vous de voir. Au fait, *Derrière la porte* est aussi l'intitulé de surprises annoncées à compter du 1er juillet à son atelier nantais qu'il ouvre au public tout l'été. Enfin, Pierrick Sorin a disposé aux quatre coins de la chapelle de l'Oratoire les bricolages optiques et sonores de son *Balai mécanique. Hommage*, cent ans après *Le Ballet mécanique*, film à l'esprit surréaliste du peintre Fernand Léger.

Jusqu'au 1er septembre. Infos: www.museedartsdenantes.fr



Monument historique

La Grue Jaune désormais classée

Elle trône toujours fièrement sur le port de Nantes, l'emblématique grue Titan jaune des chantiers Dubigeon, tout comme sa consœur grise sur le quai Wilson, qui avait été classée en 2005. La plus rayonnante rejoint donc elle aussi le prestigieux classement des monuments historiques.

Sortie en 1954 des ateliers nantais Joseph Paris, elle sera installée sur la pointe de l'Île de Nantes en 1958. C'est elle qui était chargée de récupérer les blocs de navires assemblés dans l'atelier de préfabrication pour les transférer sur les cales des chantiers. Rachetée par la ville de Nantes en 1989 après la fermeture des chantiers Dubigeon en 1987, les deux grues font partie de l'histoire industrielle et ouvrière de la commune, qui a décidé de les conserver.

La Titan jaune affiche un poids de 400 tonnes, une hauteur de 43 mètres et une puissance de levage de 80 tonnes. En 2006, elle a subi une rénovation de douze semaines avec pas moins de 1,8 tonne de peinture. Musée à ciel ouvert, son classement permettra d'assurer la sauvegarde des derniers vestiges des chantiers navals de Nantes.

Comptant parmi les éléments phares du réaménagement de l'Île de Nantes, elle constitue le point de destination du circuit de promenade.

Située face au quai de la Fosse, c'est probablement la grue la plus photographiée de France par les touristes qui viennent voir Les Machines de l'Île ou faire un tour d'Éléphant ou de Carrousel des Mondes Marins.





Léon Deffontaines

Qui est votre candidat ?

Il répond sur son parcours

« Je suis né à Amiens et suis issu d'une famille nombreuse : **nous sommes quatre et mon père, fils d'agriculteur, a 15 frères et sœurs. Ma famille est ancrée dans le bassin d'Amiens depuis longtemps avec quelques ascendances en Irlande et en Belgique.**

J'ai adhéré à la JC à 17 ans, en 2013, en participant à ma première manifestation. C'était la découverte de la politique, car je ne suis pas issu d'une famille de militants.

Après mon bac, j'ai commencé des études de droit et sciences politiques à la fac d'Amiens, puis j'ai fait un master en sciences de l'éducation. Pendant mes études, j'ai travaillé dans une chaîne de restauration rapide à plein temps. J'y ai monté un syndicat pour dénoncer les conditions de travail avant d'en partir et devenir assistant d'éducation (« pion »).

Mon engagement s'est façonné dans la Somme, territoire marqué par l'ouverture à la concurrence, la désindustrialisation et par les luttes pour préserver notre outil productif.

J'ai adhéré au PCF en 2016 dans les manifs contre la loi travail, puis j'ai été secrétaire général de la JC de 2019 à 2022. À cette période, nous sommes passés de 27 à 60 fédérations. J'ai été porte-parole du Parti lors de la campagne présidentielle et je me retrouve dans ce que Fabien souhaite incarner, à savoir être en capacité de représenter aussi la France populaire. C'est ce que je souhaite faire au Parlement européen.

J'ai été désigné tête de la liste pour les élections européennes par le Conseil national du PCF puis investi par un vote démocratique des adhérents et militants en novembre 2023. »

Le programme

Gauche unie pour le monde du travail

Le programme présenté pour les européennes par le Parti communiste français et ses alliés de la liste « Gauche unie pour le monde du travail » - Gauche républicaine & socialiste, l'Engagement et les Radicaux de Gauche, après le constat d'une construction européenne néolibérale et capitaliste qui a failli pour les classes populaires, propose de reprendre la main sur la destinée du continent. **Il s'agit de conquérir la maîtrise des choix politiques, industriels, commerciaux, monétaires, agricoles, alimentaires, numériques et culturels, programme décliné en cinq orientations et en vingt engagements pour la mandature :**



Première orientation : garantir la souveraineté démocratique des peuples
 Pour lutter contre le retour de l'austérité européenne
 Pour refuser l'élargissement de l'UE
 Pour le respect des choix démocratiques souverains des peuples
 Pour de nouvelles coopérations économiques, contre les traités de libre-échange

Deuxième orientation : promouvoir la paix et la sécurité collective
 Pour imposer une réelle autonomie stratégique
 Pour impulser un espace méditerranéen de coopérations
 Pour bâtir un nouvel ordre du monde

Troisième orientation : prendre le pouvoir sur le capital
 Pour favoriser une nouvelle industrialisation et lutter contre les délocalisations
 Pour promouvoir une écologie populaire et garantir notre souveraineté énergétique
 Pour construire une véritable politique commune de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, dans l'objectif de garantir la souveraineté alimentaire des peuples
 Pour la régulation d'Internet et la construction d'une souveraineté numérique

Quatrième orientation : développer les services publics
 Pour en finir avec les libéralisations
 Pour sortir la santé des logiques marchandes
 Pour développer les services publics de transport
 Pour sortir l'enseignement et la recherche des politiques néolibérales
 Pour impulser une politique nouvelle en faveur de la jeunesse

Cinquième orientation : conquérir le progrès social et l'égalité
 Pour de nouvelles conquêtes sociales
 Pour l'égalité des droits
 Pour promouvoir la vie associative et l'économie sociale et solidaire
 Pour libérer l'art, la culture et les médias des dogmes du marché et défendre l'exception culturelle

Afin de se donner les moyens de changer radicalement l'Europe, le programme se fixe comme objectif de favoriser les luttes et les mouvements sociaux, développer les coopérations politiques pour d'autres politiques en Europe, agir pour une autre utilisation de l'argent, développer la lutte contre l'évasion fiscale, réformer les fonds structurels européens, ceci afin de développer les services publics en tournant le dos à tout esprit de concurrence pour élaborer de véritables coopérations à tous les niveaux.

Pour finir, Léon Deffontaines et ses colistiers prennent plusieurs engagements concernant la défense des intérêts du monde du travail et du peuple de France au Parlement européen, l'écoute des exigences du mouvement social en étant porte-paroles d'une gauche transformatrice, la diffusion de l'information et la construction d'une alternative de gauche en Europe.



« Nouvelles de Loire-Atlantique »

Directeur de la Publication : Pierre DAGUET
 Commission paritaire : N°0325 P 11519
 Imprimerie : IMPRAM Lannion
 Composition : Clément CHEBANIER
 Responsable de la rédaction : Pierre DAGUET
 NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
 E-mail : redac.nla@orange.fr



Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
 Pedro MAIA Benoît LUSSEAU
 Pascal DIVAY Michel GUILLOUX
 Gabriel AUGÉAT Michel RICA

Illustrations libres de droit et peuvent être générées par IA
 Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel
 Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées
 Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne

Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Unique parmi la presse départementale les *Nouvelles de Loire-Atlantique*, ce journal veut perdurer et faire vivre des paroles singulières celles des acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux *Nouvelles de Loire-Atlantique*.

NOM :PRENOM :
 ADRESSE :
 TEL : EMAIL :

Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
 Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES
 Chèque à l'ordre de ADF44
 Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)



Les 25 et 26 mai 2024, des délégations de toutes les fédérations de France du MJCF se sont réunies, place du Colonel Fabien, pour notre Assemblée nationale des Animatrices et Animateurs du mouvement. Cette Assemblée annuelle nous permet de mettre à jour nos campagnes et de faire un bilan de l'activité nationale de notre organisation. Pour cette session 2024, des nouveautés ont été mises en place. Ainsi, le premier temps de nos débats a servi à faire le bilan de l'activité au sein des fédérations. Ce fonctionnement a permis de donner la parole à l'ensemble des fédérations et de partager leur quotidien militant, ce qui enrichit la diversité du mouvement. **Ainsi notre délégation a eu l'occasion de donner écho aux différentes fédérations de notre campagne bac et études pro, notre axe Travail et nos actions pour la Palestine.**

Plusieurs amendements importants ont été acceptés. Nous avons même pu faire accepter un amendement qui à l'origine avait été refusé par la commission des textes. Des amendements novateurs viennent également renforcer nos textes, comme la possibilité désormais pour les fédérations d'organiser une autodéfense aux groupes d'extrême droite.

Enfin le Conseil national a été renouvelé largement puisque 25 camarades y font leur entrée. Le renforcement de la direction est clair avec également trois nouveaux entrants à la coordination nationale. **La Fédération de Loire-Atlantique y conserve ses deux élus.**

Nous avons maintenant de nouveaux projets nationaux et départementaux. Les événements qui ont lieu à Gaza nous obligent à intensifier notre campagne Palestine avec l'organisation prévue d'événements liés à cette actualité.



Pour l'heure nous concentrons également nos efforts sur la campagne des élections européennes. Le MJCF, ayant apporté son soutien au candidat du Parti communiste Léon Deffontaines, fait activement cette campagne. **Ainsi notre fédération fait le tour de l'ensemble des cités U de la ville de Nantes** et nous avons également réalisé des déplacements dans des communes rurales pour sensibiliser les jeunes ruraux à nos propositions pour ces élections. Nous rentrons ainsi dans la dernière ligne droite et devons affronter plusieurs problèmes. L'écrasante victoire annoncée de l'extrême droite et de son candidat le maréchal Jordan Bardella. Un événement inattendu qu'est la remontée de Raphaël Glucksmann, candidat de Place publique et du Parti Socialiste. On pourrait penser à une résurgence du PS, nous pensons qu'il s'agit d'un réel engouement autour de la candidature de Glucksmann mais pas autour du PS qui d'ailleurs peine à mobiliser sa base militante invisible depuis le début de la campagne.

Ainsi face à la gauche sociale libérale portée par l'ancien conseiller de Mikheil Saakachvili, l'ancien président Géorgien aujourd'hui en prison, face aux différentes extrêmes droites qui, unies dans un seul et même parti ne sont plus qu'à un pas du pouvoir, face à une majorité présidentielle et à une droite qui idéologiquement ne semblent faire plus qu'un avec le RN, la classe travailleuse aura avec elle la liste des communistes pour une Europe des peuples, du monde du travail, de la jeunesse et pour son ultime victoire.

Alors le 9 juin votons utile, votons communiste !

Assemblée départementale des vétérans du PCF de Loire-Atlantique



Belle rencontre des vétérans du PCF, heureux de se retrouver dans cette salle du Seil à Rezé, en plein coeur de la campagne des Européennes, ce vendredi 10 mai 2024. C'est par une introduction de Gérard Guérin, président de l'Amicale des vétérans, que s'est ouvert la discussion : un échange au coeur de l'actualité politique et sociale et des débats qui traversent aujourd'hui la société française et nos territoires.

Une intervention remarquable du Secrétaire départemental de la Fédération de Loire-Atlantique, **Robin Salecroix, venu saluer les vétérans. Il a ainsi rappelé l'importance de l'alliance des générations, la nécessité que chacun peut, à sa façon, et ce jusqu'au jour de l'élection, être porteur du vote Léon Deffontaines**, candidat de la Gauche Unie rassemblant les Communistes, la Gauche Républicaine et Socialiste, les Radicaux de Gauche, les Amis d'Arnaud Montebourg et le MDC de Jean-Pierre Chevènement, montrant aussi l'urgence qu'il y a d'ouvrir une perspective et une alternative politique progressiste dans notre pays et en Europe. Et que face à la montée des populismes et plus particulièrement celui de l'extrême droite, l'expérience militante des vétérans, leur rayonnement sont des atouts dans ce combat. Que les liens amicaux, familiaux, de voisinage sont une valeur ajoutée, utile et indispensable pour gagner les voix une à une, voix qui permettront **d'avoir à nouveau des élus progressistes au Parlement européen.**

Une assemblée des vétérans qui a permis trois heures de débats et d'échanges et qui s'est terminée autour du verre de l'amitié et d'un repas fraternel apprécié.

Huma-café

Avec Monique Pinçon-Charlot



Les riches feraient-ils sécession ?

Quand il parle de lutter contre le séparatisme, le gouvernement entend essentiellement s'attaquer à certaines doctrines politiques ou politico-religieuses qu'il considère comme en rupture avec le pacte républicain. Or, dans une société fracturée par des inégalités sociales, économiques, culturelles toujours plus marquées, comment peut-on imaginer le maintien de quelque pacte que ce soit ? **Les plus riches de nos concitoyens, en élevant des murs réels et des barrières immatérielles pour s'isoler du reste de la population ne seraient-ils pas les véritables séparatistes propres à affaiblir la communauté nationale ?**

Monique Pinçon-Charlot est sociologue, directrice de recherche au CNRS jusqu'en 2007, au Centre de sociologie urbaine. Elle a traité pendant de nombreuses années, avec son mari Michel Pinçon, des classes supérieures de la société à travers des concepts tels que la ségrégation urbaine, l'homogamie ou encore la reproduction sociale. De ce travail, de nombreux livres ont paru, véritables succès de librairie : *Voyage en grande bourgeoisie*, *le président des ultra-riches*, *les Ghetto du Gotha...*

Vendredi 21 juin, à 18 heures

au Lieu Unique

Quai Ferdinand-Favre, Nantes

À savoir

Mobilisation pour le peuple kanak



Les militants du PCF 44 et du MJCF 44 étaient mobilisés le 22 mai à Nantes en soutien au peuple kanak et pour exiger le retrait immédiat du projet de loi de réforme constitutionnelle sur le corps électoral !

Hommage à Yvette Guérin



En février les Nouvelles de Loire-Atlantique (n°1071) vous annonçaient le centenaire d'Yvette Guérin. Nous sommes au regret de vous annoncer son décès.

L'ancienne institutrice de Donges, qui fut également élue municipale aux côtés d'Alain Picot de 1989 à 1995, nous a quittés.

Nous partageons la peine en ce moment de deuil et assurons de nos sentiments les plus affectueux sa famille, ses proches et l'ensemble de ses camarades de lutte.